

lassen. Art. 60 gewährt den Verhafteten eine Vergünstigung, die darin ihren Grund hat, daß die selbständige Besorgung ihrer ökonomischen Angelegenheiten für dieselben mit besondern Schwierigkeiten verbunden ist. Und wenn auch für die Gläubiger die Bestellung eines derartigen Vertreters ebenfalls gewisse Vorteile bieten mag, so wurzelt doch die Vorschrift des Art. 60 überwiegend in der Rücksichtnahme auf die Interessen des Schuldners, wie insbesondere dadurch bestätigt wird, daß derselbe darnach während der Dauer der Frist, die ihm gesetzt ist, um einen Vertreter zu bezeichnen, Rechtsstillstand genießt. Daraus ergibt sich aber, daß der unbenutzte Ablauf dieser Frist nicht, wie der Betreibungsbeamte von Chur anzunehmen scheint, zur Folge haben kann, daß nun gegen den Schuldner eine Betreibung nicht möglich sei. Es kann nicht von dem Belieben des Letztern abhängen, ob er sich betreiben lassen wolle oder nicht. Vielmehr läuft mit der Frist zur Bezeichnung eines Vertreters der Rechtsstillstand, der dem Schuldner für dieselbe gewährt ist, ab und kann er nunmehr wieder betrieben werden in der Person des Vertreters, wenn er einen solchen bezeichnet, in eigener Person, wenn er dies unterlassen. Daß dies einzig der Sinn der Bestimmung in Art. 60 sein kann, wird dadurch bestätigt, daß in den ursprünglichen Entwürfen zum Betreibungsgesetz der Gedanke, der im geltenden Gesetze seinen Ausdruck darin gefunden hat, daß der Verhaftete während der Dauer der fraglichen Frist Rechtsstillstand genieße, dahin formuliert war, daß die Betreibung erst nach Ablauf dieser Frist angehoben werden könne. Es ist deshalb der Betreibungsbeamte unzweifelhaft verpflichtet, nach unbenützigtem Ablauf der Frist, die er dem Verhafteten zur Bestellung eines Vertreters gesetzt hat, die Betreibung gegen den Schuldner selbst einzuleiten. Dabei wird er sich entweder selbst Zutritt zu dem Sträfling zu verschaffen suchen, um ihm die Betreibungsurkunden zu übergeben, oder er wird dieselben auch zu dessen Händen der Anstaltsverwaltung übergeben können. Es ist nicht abzusehen, wieso sich diesen Zustellungsarten die Anstaltsorgane mit Recht widersetzen könnten. Freilich behauptete der Betreibungsbeamte in seiner Vernehmung auf die Beschwerde der Rekurrenten, daß schon die Mitteilung der Fristansetzung dem Schuldner durch die Zuchthausverwaltung nicht werde bestellt werden. Allein abgesehen davon,

daß aus den Akten nicht ersichtlich ist, daß es wirklich zu einer derartigen Weigerung gekommen sei, hatte der Betreibungsbeamte zweifellos das Recht und die Pflicht, bei den der Verwaltung der Anstalt vorgesetzten Behörden die Bestellung von amtlichen Schriftstücken an den Insassen auf dem Beschwerdewege durchzusetzen. Eventuell wäre der Betreibungsbeamte offenbar berechtigt, die Zustellung nach Mitgabe von Art. 64, Alinea 2 des Betreibungsgesetzes durch Übergabe an einen Gemeinde- oder Polizeibeamten zu bewerkstelligen und es diesen zu überlassen, die persönliche Zustellung zu besorgen. Auf einer dieser Arten ist dem Schuldner zunächst, wenn dies nicht schon geschehen sein sollte, die Ansetzung der Frist zur Bestellung eines Vertreters und sobald diese abgelaufen ist, der Zahlungsbefehl mitzuteilen. Demgemäß liegt aber in dem Bescheid, den die kantonale Aufsichtsbehörde den Rekurrenten unterm 22. Januar 1897 erteilt hat, und durch den tatsächlich anerkannt wurde, daß der Schuldner, wenn er keinen Vertreter bezeichne, nicht betrieben werden könne, eine Rechtsverweigerung. Es ist derselbe deshalb aufzuheben und der Betreibungsbeamte anzuweisen, im Sinne der vorstehenden Ausführungen dem Betreibungsbegehren der Rekurrenten Folge zu geben.

Aus diesen Gründen hat die Schuldbetreibungs- und Konkurskammer  
erkannt:

Der Rekurs wird begründet erklärt. Demgemäß wird der angefochtene Bescheid aufgehoben und das Betreibungsamt Chur angewiesen, in dem in den Erwägungen angegebenen Sinne vorzugehen.

#### 61. Arrêt du 23 février 1897 dans la cause Rubattel.

I. Le préposé aux faillites de Cossonay avait rempli les fonctions d'administrateur de la faillite A. Fontannaz fils. Vu l'importance de cette faillite et les difficultés de sa liquidation, l'autorité inférieure de surveillance, par prononcé du 28 juillet 1896 et en application de l'art. 50 du Tarif fédéral du 1<sup>er</sup> mai 1891, alloua au préposé une somme de 3000 francs, débours non compris, pour honoraires non prévus au tarif et représentation de la faillite dans les affaires contentieuses.

L'autorité supérieure de surveillance ayant, à la suite de son inspection annuelle, demandé des explications touchant ce prononcé, l'autorité inférieure fit observer, entre autres, que la deuxième assemblée des créanciers, du 21 décembre 1894, n'avait pas encore été en état de fixer les honoraires de l'administrateur; que, les opérations de la faillite terminées, les commissaires n'estimèrent pas devoir convoquer, pour la détermination de ces honoraires, une assemblée spéciale; qu'ils approuvèrent simplement les notes présentées par l'administrateur et que l'autorité inférieure avait confirmé cette décision en se plaçant au point de vue de l'équité.

II. Par prononcé du 27 janvier 1897, l'autorité supérieure annula l'allocation d'honoraires du 28 juillet 1896 et invita le préposé à rembourser à la masse la somme qu'il avait touchée, soit à la distribuer aux créanciers perdants conformément à l'art. 269 de la loi sur la poursuite. L'autorité cantonale considérait, en effet, que ni le préposé, ni la commission de surveillance de la faillite n'avaient demandé à l'assemblée des créanciers un supplément d'honoraires et que la décision de l'autorité inférieure allait à l'encontre des circulaires fédérale, du 22 mars 1895, et cantonale, du 30 janvier 1895.

III. Le préposé a demandé au Tribunal fédéral de révoquer le prononcé de l'autorité supérieure. Lors de la seconde assemblée des créanciers, on n'a pas estimé pouvoir régler la question des honoraires extraordinaires. En tranchant plus tard cette question, l'autorité inférieure pouvait invoquer l'arrêté du Conseil fédéral du 12 mars 1895 publié par circulaire du Département fédéral de Justice et Police du 22 mars 1895. Par cet arrêté, le Conseil fédéral a statué que si, dans une liquidation de faillite, la seconde assemblée des créanciers n'a pas lieu, l'autorité de surveillance peut, sur la demande de l'administration de la faillite ou de la commission de surveillance, allouer elle-même les honoraires prévus à l'art. 50 du tarif pour vacations extraordinaires. En l'espèce, cette allocation d'honoraires par l'autorité inférieure se justifiait par analogie, vu l'absence d'une décision de l'assemblée. Elle devait être admise d'autant plus aisément que le dit art. 50

réserve, en cas de fixation d'un chiffre par l'assemblée, un recours à l'autorité de surveillance. La commission de surveillance, qui représente les créanciers, a d'ailleurs admis expressément cette manière de voir. Aucun des nombreux créanciers perdants ne s'est plaint. En clôturant la faillite, le juge a constaté que toutes les opérations avaient été régulières. — Au surplus, l'autorité cantonale de surveillance ne peut, en l'absence de toute plainte, casser, après plusieurs mois, une décision de l'autorité inférieure et imposer à l'administration de la masse la restitution d'une somme de 3000 francs. — En effet, l'autorité cantonale ne saurait agir qu'en vertu des art. 17 et 18 de la loi sur la poursuite ou en vertu de l'art. 15 de cette loi. Or, selon les art. 17 et 18, elle ne peut déployer son autorité qu'ensuite de plainte et jamais d'office. Et selon l'art. 15, elle ne peut infliger que des peines disciplinaires. Très subsidiairement, le recourant conclut à ce que la question des honoraires auxquels il a droit en vertu de l'art. 50 du tarif, soit soumise à une nouvelle assemblée de créanciers, spécialement convoquée à cet effet.

*Statuant sur ces faits et considérant  
en droit :*

1. Aux termes de l'art. 1<sup>er</sup> du Tarif fédéral du 1<sup>er</sup> mai 1891, les autorités ne peuvent réclamer aux parties d'autres frais que ceux prévus par le dit tarif. Les prescriptions de ce dernier sont d'ordre public. Les autorités cantonales de surveillance, qui assurent leur observation, peuvent ainsi, en tout temps, rectifier les allocations de frais et d'émoluments qui paraissent contraires au tarif. C'est donc en vain que le recourant soutient que l'autorité vaudoise de surveillance n'avait le droit de prononcer ni en vertu de l'art. 14 de la loi sur la poursuite, ni en vertu de l'art. 18.

2. La décision de l'autorité inférieure de surveillance se fonde sur l'art. 50 du Tarif. Cet article stipule ce qui suit : « Il sera alloué, suivant les circonstances, à l'administration de la faillite et à la commission de surveillance, pour vacations non prévues au présent chapitre, des honoraires dont le chiffre sera fixé par l'assemblée des créanciers sous réserve du recours à l'autorité de surveillance. »

Dans l'espèce, les honoraires ont été alloués à l'administration non par l'assemblée des créanciers, mais par l'autorité inférieure. En conséquence, l'autorité supérieure avait le droit de dire que l'allocation intervenue n'était pas valable, en regard du texte clair et précis de l'art. 50 précité, et que, partant, la somme touchée par l'administration devait être distribuée entre les créanciers perdants.

3. Le recourant ne saurait invoquer, à l'appui de ses conclusions, l'arrêté du Conseil fédéral du 12 mars 1895. Il est vrai que, selon ce prononcé, l'autorité de surveillance peut allouer elle-même les honoraires de l'art. 50 du tarif « si la seconde assemblée des créanciers n'a pas lieu. » Mais cette compétence, exceptionnellement accordée à l'autorité de surveillance, ne peut, en présence des termes catégoriques de l'art. 50 être étendue par analogie au cas où, comme en l'espèce, la seconde assemblée a eu lieu.

4. Quant à savoir si une troisième assemblée de créanciers aurait pu être convoquée pour statuer sur l'allocation d'honoraires dont il s'agit, l'autorité fédérale n'a pas à trancher cette question. L'autorité supérieure cantonale ne l'a, en effet, pas discutée dans le prononcé dont est recours.

5. Enfin, si même l'autorité inférieure de surveillance eût été en droit d'allouer les dits honoraires, l'autorité supérieure, en révoquant cette allocation, n'a violé aucune disposition légale fédérale. Le tarif fédéral se borne à fixer le maximum des frais et émoluments exigibles. Les préposés aux poursuites dont les états de frais ont été réduits par l'autorité cantonale de surveillance, soit ensuite de plainte, soit d'office, ne sont pas recevables, ainsi que l'a décidé le Conseil fédéral, à recourir auprès de l'autorité fédérale de surveillance (Archives IV, 116). Le droit de recours doit, pour les mêmes raisons, être refusé, dans l'espèce, au préposé aux faillites, administrateur de faillite.

Par ces motifs, la Chambre des poursuites et des faillites prononce :

Le recours est écarté.

## 62. Entscheid vom 2. März 1897 in Sachen Gut.

I. Für eine Forderung der Schwestern Jenni in Luzern von 329 Fr. 70 Cts. ist dem Kaspar Gut durch das Betreibungsamt Basel am 14. Oktober 1896 von seinem monatlichen Gehalt bei der Redaktion des „Basler Tagblattes“ ein Betrag von 50 Fr. bis zum Belaufe von 420 Fr. gepfändet worden. Infolge Anschlusses eines andern Gläubigers wurde diese Pfändung auf 85 Fr. erhöht. Der erste Lohnabzug von 85 Fr. wurde unter die Gläubiger abschlagsweise verteilt, und es wurde dabei der zweite derselben gänzlich befriedigt, so daß die Pfändung noch für 50 Fr. per Monat fortbestand. Die Abzüge von November und Dezember sodann wurden in die Gerichtskasse einbezahlt. Nachdem hierauf die Gläubiger, Schwestern Jenni, am 7. Januar 1897 das Verwertungsbegehren gestellt hatten, ordnete das Betreibungsamt Basel die Versteigerung der noch nicht verfallenen Abzüge vom Januar bis Juni 1897 an. Hiegegen beschwerte sich der Schuldner bei der kantonalen Aufsichtsbehörde, weil es nicht angehe, daß gepfändete Lohnforderungen auf dem Wege der Versteigerung zur Verwertung gebracht würden. Der Schuldner liefere sonst Gefahr, den Betrag seiner Schuld mehrfach bezahlen zu müssen: Da nämlich der Erlös der Steigerung selten den Betrag des gepfändeten Lohnes erreichen werde, so werde der Schuldner dem Gläubiger gegenüber auch nicht für den ganzen Betrag derselben liberiert und könne für den nicht gedeckten Teil seiner Forderung neuerdings belangt werden, während der Erwerber der Lohnforderung diese ebenfalls ganz einlassiere. Die kantonale Aufsichtsbehörde wies jedoch die Beschwerde ab mit folgender Begründung:

„Es handelt sich in casu um die Art der Verwertung eines noch nicht existenten gepfändeten Lohnguthabens. Über die Art der Verwertung von Forderungen bestimmt Art. 122 des Verwertungsgesetzes, daß solche verkauft werden. Der Verkauf geschieht nach Art. 125 auf dem Wege der öffentlichen Steigerung. An Stelle dieser Versteigerung kann nach Art. 131 auf Verlangen sämtlicher Gläubiger Anweisung der Forderung zum